

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/50

8 août 1997

(97-3364)

Comité des marchés publics

Original: anglais

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET MARCHES PUBLICS

Communication de la Communauté européenne

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 juillet 1997, en lui demandant de la distribuer aux membres du Comité.

1. Introduction

Le présent document décrit les vues de la Communauté européenne sur quelques aspects du rapport entre les technologies de l'information et les marchés publics, contribuant ainsi aux débats du Comité sur cette question. Il s'appuie sur les documents présentés précédemment par la Communauté et par d'autres délégations, ainsi que par le Secrétariat, et a pour objet de stimuler les débats sur certaines questions qui jusqu'à maintenant ont été traitées d'une manière moins approfondie.

Le présent document portera sur deux aspects en particulier. Il est vrai que l'utilisation des progrès des technologies de l'information peut contribuer à l'amélioration du système actuel de passation des marchés et que les règles actuelles ne tiennent pas assez compte de ces progrès, mais le débat ne s'arrête pas forcément là. Une utilisation accrue des moyens électroniques pourrait remettre en question l'approche traditionnelle des marchés publics, et une réflexion sur ce point est aussi nécessaire. Enfin, on ne saurait oublier que la non-discrimination est un principe fondamental de l'Accord sur les marchés publics dont il faut assurer le respect.

2. Utilisation des moyens électroniques pour améliorer le système actuel de passation des marchés publics

Les progrès actuels des technologies de l'information pourraient offrir les moyens d'améliorer sensiblement la communication aux fournisseurs potentiels des renseignements pertinents sur les possibilités de marchés publics.

Il est généralement admis que les principaux domaines où les technologies de l'information peuvent jouer un rôle sont la publication d'avis concernant les possibilités de marchés et la transmission des documents entre soumissionnaires et entités contractantes. Cependant, il est aussi largement reconnu que les différents cadres juridiques sont encore mal adaptés à l'utilisation des technologies de l'information. Ce point a déjà été soulevé, à propos de l'Accord sur les marchés publics, dans la note du Secrétariat du 22 août 1996 dans le document informel du Canada distribué récemment. Il faut également remarquer que ces technologies ne deviendront pleinement profitables que si un accord sur l'harmonisation des normes pour le codage de l'information peut être trouvé. Cela faciliterait l'utilisation des outils de recherche pour consulter les informations contenues dans les différentes bases de données. De plus, la CE voudrait proposer l'utilisation d'une terminologie multilingue harmonisée pour décrire

les marchés, comme cela a été fait au niveau communautaire avec le dictionnaire des termes usuels concernant les marchés publics (CPV). Il faudrait aussi assurer la sécurité de la transmission des données.

Deux des questions traitées dans la note du Secrétariat présentent un intérêt particulier. Elles concernent le recours accru aux appels d'offres sélectifs et les répercussions des technologies de l'information sur les délais fixés par l'Accord. S'agissant du recours aux appels d'offres sélectifs, les technologies de l'information pourraient remettre en question le système actuel. Ce point sera examiné dans la section ci-après.

Il a été affirmé que les délais pourraient être raccourcis afin de tenir compte de l'utilisation croissante des technologies de l'information. Comme il est reconnu à l'article XI de l'Accord sur les marchés publics, tout délai fixé devra être suffisant pour permettre aux fournisseurs de préparer et de déposer leurs soumissions. Les progrès des technologies de l'information contribuent certainement à raccourcir les délais pour le dépôt, la publication et la diffusion des soumissions. Néanmoins, dans la plupart des cas, le temps nécessaire à la préparation des soumissions restera probablement le même. Tant que le courrier ordinaire coexistera avec les moyens électroniques, la question de savoir si les entités utilisant la transmission électronique doivent bénéficier de délais plus courts pourra être débattue.

3. Nouveaux systèmes de passation des marchés publics résultant d'une large utilisation des moyens électroniques

Les technologies de l'information pourraient aussi révolutionner complètement les relations d'affaires entre entités contractantes et fournisseurs. Elles ouvrent la voie aux systèmes de passation des marchés ou de commerce entièrement électroniques. À côté de cette modification des rapports entre entités contractantes et fournisseurs, d'autres changements sont attendus. Les nouveaux moyens électroniques donnent aussi aux entités contractantes la possibilité de coopérer échangeant des informations, des idées et des données d'expérience. Cette option nécessiterait un examen plus approfondi des aspects de sécurité, de l'interopérabilité des systèmes de passation des marchés, ainsi que des questions juridiques telles que l'acceptation des signatures numériques.

La question de savoir dans quelle mesure les règles classiques qui régissent les marchés publics permettent de faire face à ces nouveaux défis mérite d'être débattue. Les quelques exemples ci-après montrent que la démarche traditionnelle des entités contractantes, qui consiste à inviter les fournisseurs à faire des soumissions, pourrait être remise en question par les nouvelles possibilités technologiques. Ces exemples pourraient servir de base aux débats du Comité.

Dans la procédure traditionnelle de passation des marchés publics, l'entité contractante publie un avis concernant un marché particulier, puis attend que des offres lui soient soumises; autrement dit, c'est le fournisseur potentiel qui cherche un acheteur. Or, les technologies de l'information pourraient aussi faciliter la démarche inverse, où l'entité contractante rechercherait activement des fournisseurs appropriés de manière à renforcer la concurrence. Ce point est étroitement lié aux systèmes de qualification. Dans l'approche traditionnelle, les systèmes de qualification sont basés sur la demande des entités contractantes ou des autorités publiques. Mais l'utilisation des technologies de l'information pour la qualification pourrait faciliter l'élaboration d'autres approches. D'une part, les listes des fournisseurs choisis pourraient être tenues à disposition des autres entités contractantes, conduisant à l'établissement de systèmes harmonisés et efficaces. D'autre part, il n'est pas exclu que les fournisseurs eux-mêmes désirent créer une sorte de système de qualification privé offrant une garantie de qualité et favorisant la concurrence entre eux. Les technologies de l'information permettent donc aux entités contractantes de stimuler la concurrence entre fournisseurs qualifiés ou entre différents systèmes de qualification. Dans ce sens, un élément clé du débat devrait être le principe de reconnaissance mutuelle afin d'éviter la discrimination.

Les technologies de l'information pourraient non seulement aider les entités contractantes à choisir les fournisseurs appropriés, mais elles pourraient aussi faciliter la passation directe de marchés par les entités contractantes. Des marchés publics virtuels analogues aux marchés normaux pourraient être imaginés. Dans un tel cadre, les entités passeraient en fait directement des marchés selon un système électronique qui choisirait la meilleure offre sur la base de renseignements relatifs aux fournisseurs disponibles sur Internet. Les technologies de l'information pourraient faciliter l'identification des possibilités de marchés et la recherche du meilleur rapport qualité-prix. Ce type de marché virtuel pourrait s'avérer assez efficace pour les achats de produits courants lorsque le prix est le critère majeur de l'attribution du contrat et la valeur du contrat est peu élevée.

4. Assurer la non-discrimination

Il reste une question clé pour le débat du Comité sur l'utilisation des technologies de l'information pour les marchés publics: comment assurer la transition vers une procédure de passation de marchés rationalisée, moins lourde et mieux ciblée, de façon à ce que tous les acteurs, acheteurs et fournisseurs, puissent tirer profit de l'utilisation des nouveaux moyens électroniques dans le domaine des marchés publics. En particulier, l'utilisation des technologies de l'information devrait contribuer à faire en sorte que la passation des marchés publics se fasse de manière ouverte, non discriminatoire et efficace.

Comme il est dit dans le document du Secrétariat du 10 mai 1996 (GPA/W/15), une utilisation accrue des technologies de l'information qui n'est pas correctement gérée risquerait de désavantager les fournisseurs étrangers, même dans les cas où elles sont formellement appliquées sur une base non discriminatoire.

Actuellement, dans le domaine de la non-discrimination il faudrait au moins examiner les questions de la facilité d'accès aux sources d'informations (notamment établir des liens entre les bases de données et assurer l'interopérabilité) et de la facilité d'utilisation des moyens d'information (y compris les outils de recherche, les nomenclatures usuelles, etc.).

Lors de l'utilisation des moyens fournis par les technologies avancées de l'information, il faut tenir compte d'un autre élément. En effet, il faudrait éviter qu'un écart ne se crée ou ne se creuse pour les entités et les fournisseurs, en particulier les PME, entre ceux qui peuvent effectivement opérer dans l'ère de l'information et ceux qui ne le peuvent pas, donnant ainsi un avantage compétitif aux premiers. Cet écart existe aussi sur le plan international, étant donné que tous les pays ne sont pas au même niveau de développement social et technologique par rapport à la société de l'information. Il faudrait donc étudier comment tenir compte des degrés divers auxquels les signataires de l'Accord sur les marchés publics utilisent les technologies de l'information, ainsi que des besoins potentiels des nouveaux membres qui accèderont à l'Accord à l'avenir.

5. Conclusions

La Communauté européenne est convaincue qu'un débat politique sur le rôle que les technologies de l'information devraient jouer dans le processus de révision de l'Accord est nécessaire, avant que le Comité examine les modifications spécifiques à apporter aux articles existants de l'Accord. Ce débat devra être axé sur les moyens d'assurer la non-discrimination.

Les choix effectués à ce stade détermineront la mesure dans laquelle l'objectif visant à simplifier l'Accord pour attirer plus de candidats signataires pourra être atteint.

Le présent document indique les principales questions techniques et juridiques découlant de l'utilisation des technologies de l'information dans les marchés publics. La Communauté européenne demande que le Comité les examine lors de ses débats à ce sujet. Elle présentera à ce moment-là des solutions concrètes à ces questions.